

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 128 (1983)
Heft: 7-8

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344535>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Les courroies de transmission fonctionnent à plein rendement cet été. Sans parler des sous-traitants habituels du communisme soviétique, tels que le Conseil mondial de la paix et ses succursales, tout ce que le monde libre compte d'«idiots utiles» — Lénine dixit — s'empresse, des nobéliens du mouvement Pugwash aux Verts-Pastèque dénoncés par l'écologiste français Brice Lalonde, en passant par des ecclésiastiques plus égarés que leurs brebis, afin que l'OTAN renonce à opposer ses euromissiles aux quelque 250 SS-20 d'ores et déjà pointés sur l'Europe occidentale, ou diffère au moins leur déploiement dans l'attente du résultat d'une négociation que le Kremlin aurait alors intérêt à faire durer jusqu'aux calendes grecques.

Cette agitation sert les desseins politico-stratégiques de l'URSS, mais son succès n'est pas acquis, loin de là, car les gouvernements occidentaux resserrent peu à peu les rangs au lieu de se débander. Aussi les réalistes de Moscou tiennent-ils à ceux-ci, en contrepoint au verbiage dit pacifiste, le langage de la dureté: «L'Union soviétique, déclarait le 15 juin Youri Andropov, n'acceptera jamais la rupture de l'équilibre militaire.» Cet équilibre étant en fait un déséquilibre, du moins en ce qui concerne les euromissiles et les armements classi-

ques aéro-terrestres disponibles sur le théâtre européen, cela revient à dire que l'URSS entend conserver sa marge de supériorité. A bon marché si l'OTAN se laisse intimider; en y mettant le prix s'il le faut. L'Etat soviétique étant ce qu'il est, il n'a à se soucier ni des réticences d'une opinion publique qui n'existe pas, ni du délabrement économique que peut engendrer un effort militaire excessif. Ce n'est donc que s'il acquiert, par l'implantation effective des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe, la preuve d'une détermination occidentale égale à la sienne, que M. Andropov pourrait être convaincu d'arrêter les frais d'une compétition sans fin.

L'heure n'étant pas venue, il n'y a pas lieu de s'étonner de voir le Kremlin multiplier les diversions politiques et les offres de variantes derrière lesquelles on discerne toujours l'intention constante de maintenir l'avantage acquis. Pas lieu d'être surpris non plus de constater que, parallèlement, les Soviétiques poursuivent inlassablement et à tous les niveaux un développement de leurs forces de combat qui tend apparemment moins à leur donner une supériorité technologique difficilement accessible qu'à leur assurer, en cas de besoin, la capacité de saturer les défenses occidentales.

Les Occidentaux n'ont pas la même persévérance. Peu importent ici les raisons, qui sont essentiellement politiques. Le fait est que l'esprit de continuité, que la relève de Brejnev par Andropov n'a pas rompue et ne pouvait pas rompre, sert les Soviétiques jusque dans les difficultés où ils se mettent.

Voir la Pologne: ni la prolongation de l'«état de guerre», forme alternative de l'oppression ordinaire, ni le retrait de la promesse d'une relative liberté syndicale contenue dans les accords de Gdansk n'ont privé l'Europe de l'Est du blé américain, des crédits et de la technologie occidentale, ou du privilège de faire contribuer les Européens à l'acheminement du gaz sibérien qu'ils paieront ainsi deux fois. Moscou ne court donc pas de risque stratégique, au sens large du terme, à resserrer progressivement la vis. Reste, il est vrai, le risque intérieur. Les Polonais, recevant le pape, ont répété avec éclat qu'ils n'acceptaient pas le régime qui leur est imposé. Le défi persiste, irritant pour le maître, et il pourrait redevenir inquiétant. Mais le Kremlin sait, de très longue expérience, comment soumettre les récalcitrants.

Voir aussi l'Afghanistan. La résistance y est coriace au-delà de toute prévision, les coups qu'elle porte atteignent l'occupant dans sa chair et dans son orgueil. N'empêche que, pour les Russes, l'essentiel reste acquis: un satellite de plus, un glacis profond aux ressources exploitables,

des axes et des bases ouvrant sur l'Iran, le Pakistan, la mer d'Oman plus proche, et un banc d'essai pour les matériels militaires. La conservation de ces profits oblige à des opérations coûteuses. Mais pour qui travaille le temps? Dans le monde libre, les indignations sont courtes et les alarmes passagères.

Ce qui est vrai pour la Pologne et l'Afghanistan, après l'avoir été pour la Géorgie, les Républiques baltes, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, l'est aussi pour l'Indochine. Si Hanoï est contraint de maintenir le cinquième de son armée au Cambodge, sans préjudice de sa surveillance active au Laos et au Sud-Vietnam, c'est uniquement parce que des irréductibles poursuivent la lutte. Mais la Chine n'est pas en état de peser militairement en leur faveur. Le voisin thaïlandais est capable de réagir vigoureusement aux incursions vietnamiennes sur son territoire, comme on l'a vu ce printemps; il est alors assuré de recevoir des Etats-Unis les armements qu'il demande. De l'aide locale au *containment*, en somme. Le maximum de ce que, pratiquement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Occident se pense apte et autorisé à faire. Ce qui, d'autre part, donne aussi sa signification exacte, et sa limite, à la conception des «forces d'intervention rapide» telles que les Etats-Unis, et la France récemment, les élaborent, par des redistributions d'effectifs et avec des armements appropriés. Rien d'offensif dans cette conception, mais une

prise en compte des facteurs distance et temps dans la préparation de la défense de positions lointaines ou d'amis en péril. C'est déjà quelque chose.

*
* *
*

Ces forces auront-elles le loisir de se constituer au rythme lent des programmes ministériels? On peut se poser la question. La France, qui possède déjà deux divisions et une brigade capables d'intervenir à longue distance et à bref délai, n'est pas tenue de revenir militairement au Tchad pour tenir en selle le président Hissène Habré. Mais enfin, nul ne sait quelle mouche peut à nouveau piquer le Libyen Kadhafi, qui est derrière l'adversaire du leader tchadien, et qui pourrait tout aussi bien s'en prendre à d'autres et plus proches amis de la France. Et puis, la protection des territoires d'outre-mer pourrait s'imposer subitement, comme aussi le renforcement d'une présence sur le golfe d'Aden. La guerre des Malouines a montré que ce genre d'hypothèses ne peut être écarté. Quant aux Américains, qui ont pris le Proche-Orient sous leur patronage, ils doivent bien considérer ce qui se mijote dans la région.

Contrairement à ce qui a été gratuitement pensé et dit par certains, M. Yasser Arafat n'a compensé par aucune «victoire politique» sa déconfiture militaire devant l'armée israélienne, l'an dernier. La preuve en est que les fidèles du chef de l'OLP se font

tuer par des infidèles, avec la bénédiction du gouvernement de Damas qui accuse ledit Arafat de noire ingratitude. La défaite, c'est connu, désunit les vaincus, et l'on ne s'attardera pas à philosopher là-dessus. La grande, la vraie question, c'est celle du comportement qu'adoptera l'URSS, qui a armé la Syrie et, moins efficacement, l'OLP, les sous étant fournis dans les deux cas par le riche tiers monde arabe.

Quoi qu'on ait dit dans les gazettes et les ambassades, le Kremlin n'a jamais été absent de la scène proche-orientale; il a simplement choisi d'être sur le terrain où se font les décisions, plutôt qu'au bord du tapis vert où l'on en parle. Ses deux protégés, Assad et Arafat, l'ont déçu. La personne de chacun d'eux lui est profondément indifférente. Le chef de l'OLP est un vagabond sans terre; il représente encore un pouvoir de subversion et de terrorisme pour Israël, un élément de déstabilisation pour le Liban et le monde arabe. Pas inutile donc. Mais la Syrie est un territoire, sur lequel les Soviétiques ont installé et commandent un dispositif «dissuasif», sinon menaçant pour l'Etat juif, et une infrastructure aérienne, portuaire et logistique en plein développement. Avec ou contre Assad, qui pèse autant que les prédécesseurs de Karmal ou que celui-ci en Afghanistan, l'URSS, en priorité, tiendra à tenir ce territoire, conformément à sa doctrine stratégique constante. Si elle peut raccommo-der Damas et Arafat, elle le fera; si elle

n'y parvient pas, elle sacrifiera le second, à regret. Mais un Arafat se remplace, et les héritiers ne manquent pas, qui doivent autant que lui à l'appui des Soviétiques. Israël et Washington doivent donc compter, avant tout, avec la présence russe en Syrie. Le reste est secondaire.

*

* *

La fatalité universaliste fait que les deux super-grands se retrouvent encore affrontés, par personnes interposées, en Amérique centrale. Le président Reagan n'est peut-être pas le plus habile des présidents dont les Etats-Unis puissent rêver, mais il a à coup sûr le réflexe de la sécurité américaine. Derrière La Havane et

Managua, il voit Moscou, et les événements ne lui donnent pas tort. Le malheur, pour son pays, est que, après avoir longtemps tenu les Républiques centre-américaines en sujétion économique, il lui faut maintenant les soutenir au nom de leur liberté et de sa propre sécurité. C'est difficile, d'autant plus que le Congrès et une bonne partie des Américains du Nord ne sont pas guéris du «syndrome vietnamien» et que les Soviétiques, tout en soutenant Cuba et le Nicaragua, ainsi que la guérilla salvadorienne, de leurs agents, de leur argent et de leurs armes, se tiennent soigneusement en dessous du seuil où Washington serait incité à intervenir directement.

J.-J. C.

Je sens, comme ça, que votre tolérance excessive, votre généreuse indulgence... en réalité, croyez-moi, c'est de la faiblesse... de l'aveuglement...

Rhinocéros, IONESCO